

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)

Le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la coopération au développement— Un nouvel appel à l'action à l'horizon 2030 et au-delà

Politique de CGLU - pour approbation par le Bureau exécutif en juin 2022

Mai 2022

Avant-propos

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), en tant que réseau mondial de villes et de gouvernements locaux, régionaux et métropolitains et leurs associations, s'engage à représenter et à amplifier la voix des gouvernements locaux et régionaux (GLR) afin de ne laisser personne ni aucun lieu pour compte.

Les GLR créent les conditions locales dans lesquelles les idéaux des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2030 pour le développement durable sont une réalité vécue. Ensemble, en tant que réseau mondial et en tant que gouvernements locaux et régionaux, nous sommes les sentinelles des espoirs, des rêves et des aspirations des communautés du monde entier.

En 2013, CGLU a adopté sa première *Politique sur la coopération au développement et les gouvernements locaux*. Son objectif était de promouvoir les différents modèles de coopération au développement réalisés par les GLR et les associations de gouvernements locaux (AGL), communément appelés "coopération décentralisée". La Politique était une invitation à la communauté internationale à reconnaître le rôle des GLR et des AGL en tant qu'acteurs du développement, à mieux les impliquer dans les dialogues mondiaux, à partager les ressources, et à favoriser des partenariats plus solides.

Pendant près de dix ans, cette politique a guidé nos efforts de plaidoyer et de programmation. Depuis lors, nous avons assisté à des avancées pour les GLR et les AGL, ainsi qu'à une meilleure reconnaissance de leur rôle dans la coopération au développement et dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Pourtant, au cours de cette décennie, le contexte mondial a changé, de nouvelles questions sont apparues, et les pratiques de coopération décentralisée ont évolué. À l'approche de l'année 2030, cette nouvelle réalité exige un narratif commun renouvelé, afin de tirer parti de nos succès et de relever nos défis.

La vision de CGLU est que la coopération décentralisée soit pleinement reconnue, efficace et effective, répondant aux préoccupations de développement les plus urgentes auxquelles sont confrontées les communautés locales. Nous voyons la coopération décentralisée comme un moyen essentiel pour atteindre le développement durable et réaliser les ODD.

Cette nouvelle politique, *Le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la coopération au développement— Un nouvel appel à l'action à l'horizon 2030 et au-delà*, est présentée pour adoption par le Bureau exécutif de CGLU en juin 2022. Elle donne une orientation à CGLU et à nos membres pour les années à venir. C'est un appel à l'action avec six objectifs clés visant à renforcer la coopération décentralisée pour aider à atteindre les ODD d'ici 2030.

Cette Politique a été préparée par le Groupe de travail sur le renforcement des capacités et des institutions (CIB) de CGLU. Elle s'appuie sur des recherches et des entretiens approfondis menés par l'Institute for Development Studies (IDS) et sur le travail des équipes Politique et Apprentissage de CGLU et des sections régionales de CGLU sur la coopération décentralisée et les ODD.

Les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés

Au cours des dix dernières années, le contexte dans lequel s'inscrit la coopération internationale au développement a profondément changé. Les grands défis du développement s'intensifient, certains s'améliorent, et de nouveaux sont apparus.

Un contexte de développement en mutation

Bien que les taux de pauvreté dans le monde aient diminué en chiffres absolus au cours de la dernière décennie, les inégalités en matière d'accès aux services de base et aux opportunités économiques sont toujours présentes dans de trop nombreux pays. Près d'un milliard de personnes dans le monde vivent et travaillent dans des conditions locales informelles, insuffisamment desservies et précaires, tandis que des milliards d'autres dépendent d'un accès peu fiable à l'eau potable, à l'électricité et aux soins de santé.

Il est également indéniable aujourd'hui que le changement climatique devient le défi majeur auquel notre monde est confronté. Même si de nombreux pays ont adopté des plans ambitieux de réduction des gaz à effet de serre, la crise climatique s'accélère. Le changement climatique a un effet d'entraînement sur plusieurs autres questions de développement, en particulier pour les personnes les plus vulnérables et marginalisées.

Les catastrophes naturelles, les conflits et les crises humanitaires s'aggravent dans de nombreuses régions du monde. Les troubles civils en Éthiopie, au Yémen et en Syrie, les insurrections terroristes dans de nombreux autres pays et la guerre entre la Russie et l'Ukraine poussent des millions de réfugiés à quitter leur pays.

Il est également devenu évident que la crise provoquée par la pandémie de Covid-19 aura des effets durables. La pandémie est un nouveau défi sanitaire mondial qui montre la nécessité d'investir dans des systèmes de soins de santé déjà affaiblis par des déficiences de longue date dans les capacités financières, politiques et techniques. La pandémie exacerbe de nombreux autres problèmes de développement et entraîne une réaffectation massive des fonds pour les plans nationaux de réponse et de redressement. Cela crée des contraintes financières pour les organisations qui reçoivent traditionnellement des fonds du gouvernement central comme les organisations de la société civile ou celles qui reçoivent des transferts intergouvernementaux comme les GLR.

L'impact du changement climatique, des catastrophes et des conflits, de la crise de Covid-19 et les inégalités dans l'accès aux services de base et aux opportunités économiques sont encore profondément genrés. Les femmes et les filles sont plus susceptibles que les hommes de vivre dans la pauvreté et d'occuper des emplois précaires et mal rémunérés, d'être confrontées à la violence domestique et à d'autres formes de violence, de devoir fuir leur domicile et de ne pas avoir accès à la protection sociale, aux services de base et à l'assistance.

Le monde est également confronté à un affaiblissement de la démocratie et de ses valeurs, ainsi qu'à l'émergence de régimes autoritaires dans plusieurs régions. Les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont mis à mal dans de nombreuses régions de la planète. Dans certains pays, on assiste à une fermeture de l'espace civique pour les organisations nationales et locales de la société civile. Dans d'autres nations, la cohésion sociale se fragmente avec la polarisation des opinions extrémistes qui mettent à l'épreuve les principes démocratiques, un phénomène exacerbé par la pandémie de Covid.

Tous ces défis de développement s'inscrivent dans une réalité de plus en plus urbanisée. Plus de la moitié de la population mondiale vit désormais dans des zones urbaines. D'ici 2050, on prévoit que près de 70 % de la population mondiale vivra dans des villes. Les pays en développement représentent 75 % de la population urbaine mondiale, un chiffre qui a doublé au cours des 50 dernières années. L'urbanisation est la caractéristique du 21^e siècle et restera le principal moteur du développement ou de l'absence de développement.

Les ODD et la réponse internationale

En réponse à ces défis majeurs, nous avons assisté à un mouvement en faveur du développement durable et d'une meilleure coordination de la coopération internationale.

En 2011, les principes de partenariat de Busan ont été établis pour encourager une coopération au développement plus efficace. En 2015, les 17 objectifs de développement durable (ODD) ont été adoptés dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Depuis lors, plus de 100 pays se sont engagés à "ne laisser personne pour compte" et à accélérer les progrès dans les régions les plus en retard. Les ODD constituent un cadre mondial exceptionnel pour guider les efforts visant à mettre fin à la pauvreté, à protéger la planète et à assurer la paix et la prospérité dans le monde entier d'ici à 2030.

Alors que nous nous rapprochons de l'année 2030, la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des ODD au cours de l'actuelle "Décennie d'action", telle que prononcée par les Nations unies, est désormais reconnue comme une question d'urgence.

Un monde plus complexe

Les dix dernières années ont également montré que la coopération au développement devient plus complexe, plus politique et plus polarisée, avec de nouveaux pouvoirs, acteurs et organisations.

Les économies émergentes en transition sont de plus en plus impliquées dans la coopération au développement, comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. La dynamique du développement transcende désormais le continuum traditionnel Nord-Sud et reflète souvent des valeurs et des motivations différentes.

Bien que la réponse à la Covid-19 ait ravivé un certain sens du multilatéralisme, des tendances indiquent une polarisation accrue des opinions sur les affaires du monde. Au lendemain de la pandémie, la nécessité pour toutes les nations de prêter attention aux problèmes et aux défis intérieurs a également entraîné, le plus souvent, une diminution de l'attention accordée aux questions de développement international. On observe une tendance croissante des citoyens à se replier sur eux-mêmes et à se retirer de la solidarité internationale.

Les défis sociaux, économiques et environnementaux mondiaux doivent être abordés de manière intégrée, inclusive et coordonnée par tous les acteurs. Cette responsabilité s'étend non seulement aux gouvernements à tous les niveaux, mais aussi à la société civile, au monde universitaire, au secteur privé et aux citoyens.

Plus que jamais, les gouvernements locaux et régionaux ont leur importance

Dans un contexte de défis sans précédent et universels, une chose est évidente. Plus que jamais, les villes, les gouvernements locaux, régionaux et métropolitains, et les associations de gouvernements locaux sont stratégiquement positionnés pour contribuer à résoudre les problèmes de développement mondiaux, à localiser les ODD et à réaliser l'Agenda 2030.

Les gouvernements locaux et régionaux sont la clé du développement et de la démocratie

En tant qu'ordre de gouvernement le plus proche de la population et chargé de garantir la fourniture équitable de services essentiels, les gouvernements locaux et régionaux occupent un créneau important dans le développement.

Les villes et les zones métropolitaines créent environ 80 % de la croissance mondiale. C'est dans les communautés locales que résident la plupart des solutions pour la poursuite d'un développement économique durable et équitable, y compris les stratégies de croissance verte. Par conséquent, le développement économique local et la création d'emplois constituent un mandat de plus en plus important pour les GLR.

De plus, les zones urbaines génèrent la plupart des émissions de gaz à effet de serre et sont les plus touchées par la dégradation des conditions climatiques. Les GLR sont au centre de la lutte contre le changement climatique, tant du point de vue de l'atténuation que de l'adaptation.

Les gouvernements locaux et régionaux sont également des acteurs clés pour soutenir la paix, la sécurité et être les protecteurs des droits humains. Les GLR jouent un rôle essentiel pour garantir la confiance, la responsabilité et la transparence afin d'approfondir l'engagement démocratique et les valeurs fondamentales de bonne gouvernance. Les GLR garantissent un environnement propice pour que les organisations de la société civile locales puissent fonctionner librement et sans perturbation. Dans de nombreux pays, les GLR sont les gardiens de la transition démocratique, un agenda qui a été repoussé par la crise du Covid-19, économique et sociale.

Les GLR sont également particulièrement bien placés pour lutter contre les inégalités, y compris les inégalités fondées sur le genre. La promotion d'une gouvernance inclusive est un rôle essentiel des GLR. Les GLR savent comment rejoindre les pauvres et les communautés les plus vulnérables et marginalisées.

La pandémie de Covid-19 a confirmé à quel point les GLR sont en première ligne pour mettre en œuvre des actions locales fortes pour répondre à la crise. Les GLR sont la sphère gouvernementale la plus proche pour répondre aux besoins de toutes les communautés dans des circonstances difficiles.

Les gouvernements locaux et régionaux sont aussi les mieux placés pour faciliter les partenariats entre les différents niveaux de gouvernement, le secteur privé et les groupes de la société civile, afin d'apporter un développement plus efficace et inclusif.

Le rôle des associations de gouvernements locaux dans l'intégration verticale et horizontale et dans l'amélioration des plans d'action nationaux est également très important. Dans la plupart des pays, les AGL représentent la voix de tous les gouvernements locaux et régionaux, ce qui les rend essentielles à une bonne gouvernance à plusieurs niveaux.

En outre, les AGL créent un espace pour l'apprentissage, la collaboration et le partage de bonnes pratiques entre les GLR. Elles sont souvent des bâtisseurs de capacités au sein du secteur municipal, par le biais de programmes et autres véhicules conçus et mis en œuvre spécifiquement pour leurs membres. Cette responsabilité de renforcement des capacités se développe rapidement dans plusieurs AGL et dans les réseaux de gouvernements locaux de nombreux pays et régions.

Ce rôle est mieux reconnu

Au cours de la dernière décennie, CGLU a uni sa voix à celle de plusieurs partenaires par le biais du Groupe de travail mondial (GTF) des gouvernements locaux et régionaux. Ceci a conduit à la création de l'Assemblée Mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux, officiellement reconnue par les Nations Unies.

En tant que tels, nous avons été de plus en plus invités à participer à des réseaux mondiaux, régionaux et nationaux et à des réunions pour représenter la vision et les aspirations des GLR lors de l'élaboration de politiques et de stratégies de développement.

Par conséquent, le rôle des GLR et des AGL pour relever les défis mondiaux du développement dans un monde en voie d'urbanisation a été mieux reconnu et articulé dans les programmes

politiques d'un nombre croissant d'agences de l'ONU, d'organisations multilatérales et bilatérales et de gouvernements nationaux.

En 2015, la communauté internationale a reconnu l'urbanisation comme une tendance majeure avec l'inclusion de l'ODD 11 "Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables" dans l'Agenda 2030. Cela a également été reconnu par une volonté de localisation de tous les autres ODD afin d'assurer leur mise en œuvre effective.

Le nouvel agenda urbain, adopté lors d'Habitat III en 2016, a encore confirmé comment l'urbanisation peut être un outil puissant pour le développement durable dans le monde entier.

Les ODD et l'Agenda 2030, le nouvel agenda urbain, l'accord de Paris sur le climat, le cadre de Sendai et d'autres stratégies de développement mondiales adoptées au cours des dix dernières années, ont tous confirmé la nécessité de villes et de régions bien planifiées et bien gérées.

Depuis l'adoption de ces agendas mondiaux, ce que nous ont dit les gouvernements locaux et régionaux de toutes les régions est clair : les villes et les régions de toutes tailles peuvent relier leurs plans locaux à ces stratégies internationales afin de mieux impliquer les parties prenantes locales dans leur mise en œuvre.

Une reconnaissance, mais des moyens insuffisants

Pourtant, alors que les GLR continuent d'être à l'avant-garde pour relever les défis du développement, ils font toujours face à des enjeux de capacités, de ressources financières, de pleine reconnaissance et de recentralisation.

La demande de financement et d'assistance technique émanant des GLR a augmenté, mais n'a pas été satisfaite. Dans le monde entier, de nombreux GLR ne bénéficient pas d'un soutien suffisant pour améliorer leur capacité technique générale et leur autonomie financière. Ils sont toujours confrontés à des transferts fiscaux intergouvernementaux inégaux et imprévisibles et à un accès extrêmement limité aux marchés du crédit et des capitaux. Ces problèmes sont encore plus aigus pour les gouvernements locaux et régionaux plus petits et ruraux, à l'extérieur des grands centres urbains.

Les agendas mondiaux ne se traduisent pas par un engagement suffisant des groupes locaux et de leurs associations dans la mise en œuvre de leurs programmes et plans d'action. Lorsque des actions sont décidées et prises, les gouvernements nationaux sont à la table, mais les GLR et les AGL ne le sont souvent pas. Cette situation est particulièrement préoccupante, sachant que l'OCDE a estimé que près de 60% (100 sur 169) des objectifs des ODD nécessitent, pour être atteints, un engagement avec les gouvernements locaux et régionaux.

Ces dernières années, plusieurs agences multilatérales, institutions financières, banques de développement et organisations du secteur privé se sont fixé pour objectif d'étendre leurs instruments de financement aux GLR. Il s'agit notamment de nouvelles offres innovantes telles que le financement groupé, le financement mixte ou le financement à impact vert et social. Pourtant, la plupart des GLR ne sont pas bien équipés pour accéder aux opportunités de financement ni pour comprendre quand et comment utiliser ces différentes formes de financement innovant.

Les politiques nationales de décentralisation et les réformes de l'État ont également attiré davantage l'attention sur les GLR au cours de la dernière décennie. Les gouvernements locaux et régionaux ont besoin d'instruments, de compétences et d'autorité grâce aux politiques de décentralisation officielles et à la législation adoptée par les gouvernements nationaux. Des études menées par l'OCDE et par CGLU ont montré que la décentralisation, en particulier la décentralisation fiscale, conduit à une prestation de services plus efficace et plus ciblée au profit des citoyens sur le long terme. Pourtant, dans de nombreux pays, la décentralisation n'a été que

partiellement mise en œuvre. Dans d'autres, le manque de capacité de gestion, les problèmes de corruption et de transparence, et la volonté politique ont conduit certains gouvernements à freiner le processus de décentralisation et à recentraliser les fonctions des gouvernements locaux.

Ces dernières années, les donateurs multilatéraux et bilatéraux ont réorienté leur aide au développement vers des priorités qui omettent souvent la gouvernance locale ou la décentralisation comme axes thématiques. La réaffectation des budgets pour répondre à la crise de Covid-19 ajoute à ces difficultés.

Tous ces défis créent un écart important entre la nécessité et l'aspiration à localiser les ODD, et les problèmes auxquels sont confrontés les gouvernements locaux et régionaux pour obtenir l'expertise et les ressources financières nécessaires pour relever les défis du développement.

La coopération décentralisée fait partie de la solution

La coopération au développement menée par les gouvernements locaux et régionaux et les associations de gouvernements locaux - communément appelée « coopération décentralisée » - s'est avérée être une approche très efficace pour relever les défis mondiaux, renforcer les capacités des gouvernements locaux et régionaux et faciliter la mobilisation des ressources.

La coopération décentralisée apporte une valeur ajoutée

La coopération décentralisée est profondément ancrée dans les principes de solidarité, de réciprocité, de compréhension mutuelle et d'échange de connaissances, et de collaboration à long terme entre les gouvernements locaux et régionaux.

La coopération décentralisée est le fait d'employés et d'élus des gouvernements locaux et régionaux qui ont la capacité unique d'être des « acteurs », capables d'aller au-delà de la théorie et de mettre en œuvre des solutions innovantes. C'est un outil puissant pour les praticiens de tous les pays, pour discuter de problèmes communs et arriver à des résultats concrets.

Sa valeur ajoutée réside également dans le fait que la coopération décentralisée adopte une approche territoriale du développement ainsi qu'une perspective multi-acteurs, dans laquelle les citoyens, la société civile locale et le secteur privé sont tous impliqués.

Parce qu'elle est profondément enracinée dans une croyance de solidarité, la coopération décentralisée contribue aux relations internationales, en maintenant les pays et les sociétés connectés, intégrés et communicants. Elle contribue à amener les relations internationales au niveau des citoyens et des organisations locales de la société civile. Les GLR sont capables de mobiliser l'ensemble de leurs communautés pour s'engager dans des activités internationales. C'est un moyen de promouvoir la paix, la démocratie, les droits de l'homme, et de créer un monde plus juste, au niveau local et au-delà.

Ainsi, la coopération décentralisée est l'un des piliers de toute poursuite sérieuse du développement durable.

La coopération décentralisée évolue

La coopération décentralisée a évolué au cours de la dernière décennie. Elle est devenue un modèle de coopération qui implique un ensemble plus complexe de relations entre les homologues des gouvernements locaux, les partenaires et les pairs de partout dans le monde, y compris les réseaux et associations de municipalités.

Nous avons dépassé la perspective traditionnelle de l'aide entre donateurs et bénéficiaires, dans laquelle le "Nord riche" aide le "Sud pauvre". Le développement de la coopération Sud-Sud et

triangulaire (Nord-Sud-Sud) apporte de nouveaux modèles, de nouveaux acteurs, et enrichit la coopération au développement. Ces nouvelles pratiques ont émergé pour répondre à la nécessité de catalyser les leçons, les bons exemples et de trouver des solutions plus adaptées dans les régions où l'urbanisation s'intensifie, ce qui est particulièrement le cas dans le Sud global. Ainsi, la coopération décentralisée est de plus en plus comprise comme un modèle diversifié de coopération transcendant les paradigmes traditionnels de l'aide.

Au cours des dernières années, les GLR, les AGL et plusieurs réseaux de gouvernements locaux ont acquis une plus grande expérience dans la conception et la mise en œuvre d'initiatives de renforcement des capacités efficaces et durables, en utilisant diverses modalités et approches. Ces initiatives comprennent désormais davantage de projets visant à répondre aux crises humanitaires et aux conflits. La pandémie a également suscité une coopération plus intensive entre les GLR et les AGL malgré les défis logistiques.

La coopération décentralisée bénéficie également de nouveaux outils de suivi et d'une solide connaissance prospective des défis auxquels sont confrontés les villes et les pays. Récemment, le "tournant numérique" apporté par la pandémie et d'autres avancées technologiques ont créé de nouvelles façons innovantes de collaborer, de partager et de mettre en œuvre des initiatives de coopération décentralisée.

La coopération au développement menée par les gouvernements locaux et régionaux et les associations de gouvernements locaux s'est traditionnellement concentrée sur l'assistance technique et moins sur le financement.

Cependant, dernièrement, la coopération décentralisée est entrée dans l'espace de financement pour aider à débloquer des financements et des investissements privés pour les GLR. De nouveaux instruments d'intermédiation, tels que le Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV), ont été mis en place par CGLU, Métropolis et d'autres réseaux de gouvernements locaux. Ils renforcent les capacités des gouvernements locaux en matière de financement et d'investissement, et catalysent les opportunités du marché financier. La mise en réseau des gouvernements locaux (Nord-Nord, Sud-Sud, triangulaire) est également devenue une modalité essentielle pour partager les connaissances et mettre en relation des pairs afin d'examiner des solutions innovantes dans le domaine du financement.

La coopération décentralisée suscite un intérêt accru

Grâce à ce progrès, ces dernières années, la coopération décentralisée a attiré davantage l'attention des agences multilatérales et bilatérales et des organisations de développement. Il y a une multiplicité de nouveaux acteurs impliqués.

Les organisations de la société civile, les ONG, le secteur privé et les institutions académiques continuent d'être des partenaires clés pour les GLR et les AGL. Plusieurs nouveaux réseaux multipartites actifs ont également vu le jour, dont beaucoup se concentrent sur les problèmes et défis locaux (par exemple, les inégalités, le logement abordable, la migration, la réponse au changement climatique). Et lors de crises naturelles et humaines, les organisations humanitaires font plus souvent appel aux GLR pour coordonner leurs réponses locales.

En plus d'être reconnus comme des "*acteurs* du développement", les GLR et les AGL commencent à être considérés comme des "*partenaires* du développement", qui apportent une valeur ajoutée à l'aide au développement bilatérale et multilatérale, ainsi qu'au développement international réalisé par la société civile et le secteur privé.

La coopération décentralisée peut aller plus loin

Malgré les énormes progrès réalisés récemment en matière de coopération décentralisée, certains défis persistent.

Les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations dans le monde ne disposent pas tous des mêmes capacités, ressources, pouvoirs législatifs et d'un environnement favorable pour s'impliquer dans la coopération au développement. C'est particulièrement le cas dans les pays du Sud, où le partage des bonnes pratiques et les formations pratiques en matière de coopération décentralisée devraient devenir plus accessibles. Les élus locaux et régionaux doivent parfois être convaincus eux-mêmes de l'intérêt d'investir leur temps et leurs ressources.

La coopération décentralisée est encore trop souvent considérée par les bailleurs de fonds dans une relation traditionnelle donateur-bénéficiaire dans laquelle l'on rend compte aux "partenaires donateurs" du Nord. Dans les pays confrontés à des crises humanitaires, des conflits ou des situations d'après-conflit, la coopération au développement local et régional n'est pas suffisamment perçue comme un mécanisme pouvant aider les gouvernements locaux. La plupart du temps, les GLR et les AGL sont considérés à tort comme des partenaires de développement non étatiques, devant entrer en concurrence avec d'autres prestataires de services pour obtenir des fonds de développement.

La pratique de la coopération décentralisée menée par les GLR et les AGL doit également devenir plus efficace. Elle est souvent fragmentée, trop étroitement axée sur de petits projets avec peu d'impact et de faibles résultats, et n'est pas suffisamment orientée vers les régions fortement urbanisées, les grands défis mondiaux et les personnes les plus vulnérables. En outre, il n'y a pas assez d'informations et de données complètes et disponibles sur les apports, les investissements et les résultats de la coopération décentralisée.

De plus, la coopération décentralisée est perçue par les autres acteurs comme peu ancrée dans les contextes nationaux dans lesquels elle s'inscrit. Elle est perçue comme n'étant pas efficacement alignée sur les autres agences et programmes de développement opérant dans le secteur de la gouvernance locale. Souvent, elle n'aborde pas non plus suffisamment les questions transversales comme l'égalité des sexes ou l'engagement des jeunes.

L'accès aux opportunités et aux financements de la coopération décentralisée est souvent difficile, surtout pour les partenaires du Sud. En outre, la coopération décentralisée n'est toujours pas adaptée pour répondre aux besoins des communautés dans les pays où la sécurité est un problème.

En conclusion, pour aller plus loin, la coopération décentralisée doit être mieux habilitée, être plus durable et devenir plus efficace.

Un appel à l'action avec six objectifs clés

Pour répondre aux changements contextuels et à l'évolution de la coopération décentralisée, les GLR et leurs associations doivent être davantage reconnus, engagés et habilités en tant qu'acteurs stratégiques et partenaires clés de la coopération au développement.

Nous, CGLU et nos membres, appelons à l'action à travers six objectifs clés.

1. Faire pression pour une plus grande reconnaissance institutionnelle, avec des ressources réelles, pour les gouvernements locaux et régionaux afin de relever les défis mondiaux.

La nature urgente et croissante des défis mondiaux, l'urbanisation rapide dans plusieurs pays, ainsi que les opportunités et l'innovation inhérentes au niveau local et régional, impliquent une responsabilité toujours plus grande pour les acteurs locaux et régionaux. Cela a été reconnu dans l'Agenda 2030 et d'autres agendas mondiaux.

Pourtant, trop d'organisations, d'agences et de gouvernements nationaux négligent souvent l'importance de soutenir les GLR et les AGL en tant qu' "acteurs du développement". Les GLR et les AGL continuent de faire face à des capacités financières et de personnel limitées, à un

manque de reconnaissance et d'autonomie, et à des revers en matière de recentralisation. Même lorsque leur rôle d'acteur du développement est reconnu, cela ne se traduit généralement pas par un engagement réel et une allocation de ressources pour la mise en œuvre de plans d'action.

Nous devons continuellement veiller à ce que les GLR et les AGL soient reconnus comme des niveaux de gouvernement essentiels pour relever les défis du développement mondial. L'implication des GLR et des AGL dans les dialogues politiques doit évoluer vers de véritables partenariats et une allocation tangible des ressources lorsque le moment est venu de mettre en œuvre les politiques et les programmes. Les GLR et les AGL doivent être considérés comme des acteurs stratégiques de la mise en œuvre, avec un siège officiel à la table aux côtés des gouvernements nationaux lorsque des actions concrètes sont conçues et décidées.

Afin de favoriser la reconnaissance du rôle des GLR et des AGL en tant qu'acteurs du développement disposant de ressources réelles, nous, CGLU et nos membres, allons :

- Multiplier nos efforts de plaidoyer et continuer à parler d'une seule voix unie au niveau mondial, notamment par le biais du Groupe de travail mondial des gouvernements locaux et régionaux. Nous continuerons à exiger une reconnaissance du rôle essentiel joué par les GLR et les AGL et la nécessité d'une réelle allocation de ressources pour pouvoir localiser les ODD et relever les défis du développement mondial.
- Appeler à l'établissement de sièges plus formels et permanents aux tables mondiales, régionales et nationales où nous pouvons représenter la vision et les aspirations des GLR, lorsque les agendas de développement, les politiques publiques et les programmes sont articulés en plans d'action et programmes concrets.
- Faire pression sur les gouvernements nationaux pour qu'ils reconnaissent les GLR et les AGL en tant qu'acteurs du développement dans les stratégies de développement nationales, y compris dans leurs stratégies de réponse et de redressement du Covid-19, et pour qu'ils développent des politiques et des programmes de décentralisation plus ambitieux.
- Exhorter les bailleurs de fonds et les responsables de la mise en œuvre du développement multilatéral et bilatéral à continuer d'adopter la décentralisation, la gouvernance locale et la démocratie, la fourniture de services locaux et le renforcement des capacités des associations de gouvernements locaux, en tant qu'axes thématiques clairs, avec une allocation tangible de ressources, dans leurs stratégies, projets et programmes de relance Covid-19.
- S'engager à continuer à rassembler notre expérience et nos connaissances sur le terrain en tant que praticiens du développement local et régional, afin d'éclairer l'élaboration, la mise en œuvre et la planification des actions au niveau mondial, régional et national.

2. Faire de la coopération décentralisée une approche de la coopération au développement pleinement reconnue et dotée de ressources.

De plus en plus, la coopération décentralisée s'avère être le meilleur moyen pour les praticiens des gouvernements locaux de discuter de problèmes communs avec leurs pairs, et de soutenir le renforcement des capacités par la solidarité, la réciprocité et la compréhension mutuelle. C'est ainsi qu'ils parviennent à des solutions concrètes de développement durable, y compris pour les populations les plus vulnérables et marginalisées.

Pourtant, une prise de conscience de la nécessité de la coopération décentralisée reste nécessaire. Beaucoup d'élus doivent mieux comprendre qu'elle est la valeur ajoutée de la coopération décentralisée. En outre, dans de nombreux pays, les GLR et les AGL doivent recevoir davantage de ressources et être habilitéés par un cadre législatif clair pour pouvoir s'impliquer. La

coopération décentralisée doit être comprise par tous comme un mécanisme qui peut s'adapter pour soutenir les gouvernements locaux confrontés à des crises humanitaires, des conflits ou des situations d'après-conflit. Les cadres traditionnels de responsabilisation, qui se concentrent souvent uniquement sur les "partenaires donateurs" du Nord, devraient être envisagés différemment. Et les GLR ne devraient pas être en concurrence, avec ou comme d'autres prestataires de services, pour le financement du développement.

Nous devons faire prendre conscience que la coopération décentralisée est une approche essentielle et efficace qui ajoute concrètement de la valeur à l'aide au développement bilatérale et multilatérale. Les GLR et les AGL doivent être pleinement reconnus comme des partenaires de développement et des interlocuteurs stratégiques par les gouvernements nationaux et les autres agences de développement multilatérales. De plus, les GLR et les AGL ont besoin d'un environnement plus favorable pour s'engager en coopération décentralisée, et le financement doit être plus prévisible et augmenté.

Pour promouvoir la coopération décentralisée comme une approche essentielle de la coopération, nous, CGLU et nos membres, allons :

- Continuer à être très actifs dans les forums internationaux et nationaux pour faire pression en faveur de la reconnaissance des GLR et des LGA en tant que partenaires officiels qui ont leur place et leur rôle dans la coopération au développement et qui fournissent une diversité d'expertise qui aide à atteindre les objectifs de l'aide internationale, en particulier pour les plus vulnérables et les plus défavorisés.
- Identifier les enjeux les plus importants qui freinent la coopération décentralisée et exhorter les gouvernements nationaux, dans toutes les régions et tous les pays, à créer des politiques, des cadres législatifs et des environnements favorables qui faciliteront l'implication des GLR et des LGA dans la coopération décentralisée.
- Encourager les dialogues structurés et l'adoption d'accords de partenariat stratégique formels entre les GLR et les LGA, les ministères nationaux des affaires étrangères et/ou de la coopération au développement, et les organisations multilatérales afin de mieux intégrer la coopération décentralisée dans un modèle formel d'aide à la gouvernance à plusieurs niveaux.
- Continuer à plaider en faveur d'un financement de la coopération décentralisée plus facile d'accès, plus prévisible, plus flexible et supplémentaire, sous la forme de programmes de financement pluriannuels ou d'accords de financement spécifiquement conçus pour les GLR et les LGA.
- Encourager les donateurs multilatéraux et bilatéraux à inclure les initiatives de coopération décentralisée comme modalités de fourniture d'assistance technique dans leurs programmes et leur portefeuille de projets, notamment dans les pays confrontés à des situations de crise, de conflit ou d'après-conflit.
- Inspirer davantage d'élus locaux et régionaux à s'engager dans la coopération décentralisée et à la considérer comme une modalité pour atteindre leurs objectifs locaux de développement durable.
- Continuer à partager et à diffuser nos meilleurs exemples de coopération décentralisée pour démontrer et promouvoir auprès de la communauté internationale la valeur ajoutée, l'efficacité, la diversité et l'impact financier de la coopération au développement des GLR et des AGL.

3. Rendre la coopération décentralisée plus efficace, professionnelle, innovante et durable

Les GLR, les AGL et les réseaux de gouvernements locaux ont acquis une solide expérience dans la conception et la mise en œuvre d'un renforcement des capacités des gouvernements locaux et régionaux, y compris les nouveaux modèles triangulaires et Sud-Sud et les innovations technologiques.

Pourtant, la coopération décentralisée doit devenir plus efficace. Elle doit être moins fragmentée, mieux alignée et coordonnée, avoir plus d'impact et être orientée vers les pays à forte urbanisation et les problèmes mondiaux, y compris avec les GLR dans les pays en situation de conflit ou d'après-conflit. Il est nécessaire de disposer de données plus complètes sur les investissements et les résultats de la coopération décentralisée. Des questions majeures comme la protection des droits de l'homme, l'égalité des sexes ou l'engagement des jeunes devraient être mieux traitées.

Les GLR et les AGL doivent stratégiquement axer leurs initiatives de coopération décentralisée sur les défis mondiaux qui comptent de toute urgence aujourd'hui et pour l'avenir, en particulier pour les plus vulnérables et les plus défavorisés. Les GLR et les AGL devraient mieux se coordonner entre eux et avec d'autres acteurs pour créer des synergies et accroître l'impact de la coopération décentralisée. Les GLR et les AGL doivent continuer à investir dans les connaissances, le suivi des résultats et la responsabilisation, ainsi que dans des approches innovantes et dans le "tournant numérique", afin de rester efficaces et agiles dans un contexte mondial en constante évolution.

Pour rendre la coopération décentralisée encore plus efficace, professionnelle et innovante, nous, CGLU et nos membres, allons :

- S'engager à concentrer nos initiatives de coopération décentralisée là où l'urbanisation est la plus forte et sur les défis mondiaux actuels les plus importants, notamment la relance post-Covid-19, le changement climatique, la croissance économique équitable, la réduction des inégalités, la migration, les droits humains et la démocratie.
- S'engager à orienter nos efforts de coopération décentralisée pour soutenir les populations les plus vulnérables et défavorisées, notamment les femmes, les jeunes filles et les jeunes en général.
- Aider les AGL nationales et régionales, en particulier celles du Sud, à mettre en place davantage de cadres de coordination au niveau de la région ou du pays qui faciliteront les relations entre les acteurs et créeront des synergies et une complémentarité entre les initiatives de coopération décentralisée.
- Entreprendre de mieux aligner notre coopération décentralisée sur les objectifs des organisations bilatérales et multilatérales pour améliorer l'aide au développement de la gouvernance à plusieurs niveaux.
- S'engager à simplifier et rationaliser nos processus de coopération décentralisée, les rendre plus accessibles et faciliter l'accès aux financements, notamment pour les nouveaux partenaires du Sud global.
- S'engager à développer des programmes de coopération décentralisée conjoints et plus d'envergure qui regrouperont les ressources des gouvernements locaux et régionaux impliqués dans les mêmes pays afin de créer une coopération décentralisée plus harmonisée, plus ciblée et plus efficace.
- Soutenir de nouvelles formes de modèles de coopération décentralisée, comme la coopération Sud-Sud et triangulaire, entre les pays et entre les régions du Sud global, qui fournissent des solutions plus adaptées aux GLR et aux AGL.

- Créer de nouvelles modalités et initiatives pour faciliter la coopération décentralisée dans des contextes nationaux plus difficiles où les collectivités locales et régionales ont besoin de soutien pour la prévention, la gestion et la réponse aux crises, mais où la sécurité est une préoccupation.
- Concevoir davantage d'initiatives de coopération décentralisée d'AGL à AGL qui renforcent les capacités, les connaissances et l'expertise des associations nationales et régionales de gouvernements locaux, et aider à les mettre en place là où elles n'existent pas.
- Développer plus d'outils, de lignes directrices et de modèles, et incuber plus d'idées et de méthodologies innovantes, y compris les environnements de travail numériques, l'apprentissage à distance et les méthodes de livraison, pour améliorer, rendre plus accessible et professionnaliser les pratiques de coopération décentralisée.
- Offrir davantage de possibilités de partage des connaissances, de formation et d'accès à des cadres régionaux d'experts concernant les meilleures pratiques en matière de coopération décentralisée, en particulier pour les GLR nouvellement engagés dans la coopération au développement et dans les partenariats Sud-Sud.
- Accroître le nombre et l'utilisation des cadres de suivi et des systèmes de données ouverts afin d'améliorer la qualité des rapports et des preuves des résultats et de l'impact réel, y compris les données ventilées par sexe et par âge et les chiffres clairs sur les flux d'investissements financiers générés par la coopération décentralisée.

4. Engager davantage la coopération décentralisée dans le domaine du financement

Pour que les GLR puissent répondre aux problèmes de développement et localiser les ODD, ils doivent avoir accès à davantage de financements. Le marché du financement et les instruments disponibles évoluent rapidement. D'une part, les besoins des GLR augmentent, en particulier suite à l'impact de Covid-19, et d'autre part, les partenaires financiers publics et privés offrent davantage d'instruments, de soutiens et de ressources éligibles pour les GLR. Pourtant, la demande et l'offre ne sont actuellement pas connectées, créant d'une certaine manière une défaillance du marché.

CGLU et ses partenaires, ainsi que plusieurs AGL, sont récemment entrés dans la sphère du marché du financement pour aider à développer des stratégies et des mécanismes institutionnels, y compris de nouveaux fonds d'investissement municipaux, pour promouvoir l'investissement, mobiliser et catalyser davantage de financement en capital pour les GLR. Cependant, une grande partie des membres de CGLU ont besoin de davantage de soutien à cet égard.

Les GLR et les AGL doivent être mieux équipés, préparés et soutenus pour être en mesure d'accéder à de nouvelles opportunités de financement et d'apprécier pleinement quand et comment utiliser les différentes formes de financement. Grâce à la coopération décentralisée, les GLR et les AGL peuvent être mieux formés et informés, accéder à davantage de connaissances et d'expériences inspirantes et bénéficier du soutien direct de leurs pairs.

Pour nous engager davantage dans le domaine du financement, nous, CGLU et nos membres, allons :

- Multiplier les efforts, notamment par le biais du FMDV, pour être impliqués dans les dialogues politiques, les stratégies, les programmes et les mécanismes avec les institutions de financement afin de mobiliser des financements pour les GLR.
- Ouvrir plus de collaboration et créer des partenariats directs entre les GLR et les AGL impliquées dans la coopération décentralisée et les institutions de financement telles

que les banques de développement multilatérales, régionales, nationales et infranationales, et d'autres mécanismes de financement de gouvernements locaux.

- Par le biais des associations de gouvernements locaux, contribuer à faciliter l'établissement de liens internationaux et au partage de bonnes pratiques sur la manière de créer des instruments intermédiaires au niveau national afin de mettre en commun les ressources, de réduire les risques financiers et d'aider les gouvernements locaux à accéder aux marchés financiers internationaux.
- Concentrer davantage d'initiatives de coopération décentralisée sur des actions liées aux finances locales telles que la fiscalité locale et l'autonomie fiscale, les transferts fiscaux, les législations fiscales, les partenariats public-privé, les finances foncières, les dettes, ou l'accès aux marchés financiers et de capitaux.
- Rassembler et diffuser davantage d'expériences de modalités et de facilités de financement innovantes et réussies pour les gouvernements locaux, telles que le Fonds international d'investissement municipal et l'Agence territoriale africaine (financement commun).
- S'engager à structurer davantage de communautés de pratiques sur le financement local, y compris avec des praticiens des GLR, des institutions de financement du développement et des groupes d'experts indépendants, qui peuvent agir en tant que conseillers des GLR sur les différentes options et modèles de financement proposés par les institutions de financement.

5. Contribuer à la création d'une coopération au développement plus durable, et intégrée entre tous les pays et tous les acteurs.

En 2011, les principes du partenariat de Busan ont fourni un guide pour une coopération au développement plus efficace. L'adoption des ODD en 2015, et notamment de l'ODD 17, a renouvelé l'engagement international en faveur d'un partenariat et d'une coopération mondiale.

La multiplication et la diversité des nouveaux partenaires impliqués dans la gouvernance locale et régionale sont porteuses d'opportunités, mais aussi de risques. Il est nécessaire d'éviter les silos, la programmation parallèle, les valeurs opposées et la concurrence.

Grâce aux relations internationales, les GLR et les AGL peuvent transcender les intérêts nationaux et régionaux différents, et parfois divergents, et contribuer à la solidarité internationale. La coopération décentralisée peut également être un instrument permettant de mieux s'aligner et se coordonner avec tous les partenaires, y compris les nouveaux pays impliqués dans l'aide internationale.

Les GLR et les AGL doivent mieux gérer la nature politique croissante de l'aide au développement, qui s'inscrit dans un ensemble complexe et fragmenté de géographies relationnelles entre diverses parties prenantes nationales, bilatérales et multilatérales. La coopération décentralisée devrait contribuer aux approches multipartites, au partenariat mondial, à la durabilité et à une meilleure coordination entre les acteurs impliqués dans la coopération au développement de toutes les régions et de tous les pays.

Pour contribuer à une coopération mondiale au développement plus intégrée, inclusive, durable et coordonnée, nous, CGLU et nos membres, allons :

- Multiplier les efforts pour créer plus d'espace pour le dialogue, les tables rondes, la coordination et la collaboration avec les nouveaux pays donateurs et les autres économies de transition montantes intéressées par les GLR et la coopération décentralisée.

- Promouvoir le rôle de la coopération décentralisée pour aider à faciliter les partenariats multipartites en s'engageant dans des forums internationaux tels que le Partenariat mondial pour une coopération efficace au développement.
- Continuer à créer des alliances et à développer et partager davantage d'outils et de méthodologies permettant de créer des partenariats horizontaux avec des organisations de la société civile, des institutions universitaires, le secteur privé et d'autres organisations, agences et institutions pour la mise en œuvre d'initiatives de coopération décentralisée.
- Accroître la collaboration avec les ONG et les organisations humanitaires afin de renforcer davantage la capacité des groupes régionaux et locaux à assumer un rôle de coordination dans les contextes de crise.
- Recueillir davantage d'informations et de données sur la manière dont la coopération décentralisée contribue à la coordination multipartite, au partenariat mondial, à la durabilité et à l'amélioration des relations entre les acteurs impliqués dans la coopération au développement de toutes les régions et de tous les pays.

6. Favoriser un soutien public et politique plus fort à la coopération décentralisée

Les relations internationales permettent aux pays et aux sociétés d'être connectés, intégrés et de communiquer. C'est un moyen de partager des valeurs fondamentales, d'assurer la paix, la justice, la démocratie, les droits de l'homme et le développement équitable. Elles contribuent à la construction d'un ordre international solidaire et à la promotion de la citoyenneté mondiale.

Pourtant, la pandémie de Covid a créé un recul du soutien public et politique à l'action internationale des GLR et des AGL. Dans certains pays, les citoyens sont moins solidaires et ne voient pas toujours l'intérêt pour leur communauté de s'engager et d'investir des ressources dans la coopération décentralisée. Certains groupes politiques remettent également fondamentalement en question la raison d'être des investissements publics dans le développement international. Cela représente un risque de perte de terrain et de laisser de côté les questions mondiales difficiles.

Les GLR et les AGL jouent un rôle clé dans le partage des valeurs démocratiques, en aidant les citoyens à s'engager activement dans les relations internationales et en encourageant une citoyenneté mondiale. Les GLR et les AGL doivent répondre à un récent déclin du soutien public et politique en sensibilisant davantage, en engageant stratégiquement les citoyens et les groupes politiques et en plaidant plus fermement sur les raisons pour lesquelles la coopération décentralisée est essentielle pour relever les défis mondiaux.

Pour favoriser un soutien public et politique plus fort, nous, CGLU et nos membres, allons :

- S'engager à développer davantage de programmes et d'initiatives de sensibilisation du public afin d'informer les citoyens de l'importance et des résultats de la coopération décentralisée pour relever les défis mondiaux et locaux tels que le changement climatique, les inégalités, les migrations, etc.
- Mieux démontrer la valeur de la coopération décentralisée comme modalité qui amène une réelle réciprocité, en montrant des exemples concrets de la manière dont deux communautés engagées dans des relations internationales bénéficient chacune positivement de cette coopération.
- Encourager les élus des gouvernements locaux à s'engager auprès des groupes et partis politiques pour défendre la valeur du développement international et de la coopération décentralisée pour faire face aux défis mondiaux.

- Créer davantage d'alliances avec les organisations locales de la société civile afin de tirer parti de leurs capacités à défendre la coopération décentralisée et le développement international au niveau local et à la base.
- Engager directement les organisations de la société civile locale et les citoyens dans les initiatives de coopération décentralisée pour aider à créer des liens entre les groupes de la société civile homologues au niveau international, et accroître les contributions des citoyens aux efforts de développement international.

Mise en œuvre de notre nouvelle politique

Si notre Politique identifie six objectifs clés et des domaines d'action spécifiques, elle doit aussi conserver une certaine souplesse pour adapter et améliorer les domaines d'action au fur et à mesure de l'évolution du contexte.

Dans cette optique, des plans de mise en œuvre triennaux seront élaborés pour renforcer l'efficacité de notre Politique. Ces plans seront préparés en partenariat entre notre Secrétariat mondial et le Groupe de travail sur le renforcement des capacités et des institutions, et en consultation avec nos membres et partenaires.

CGLU s'engagera avec ses membres et partenaires sur une base annuelle pour examiner la mise en œuvre de la Politique par rapport à ses objectifs et domaines d'action, discuter de l'évolution des défis et opportunités mondiaux, et apporter les ajustements nécessaires aux plans de mise en œuvre.

Ensemble, nous continuerons à être des leaders mondiaux de la coopération au développement pour contribuer à la réalisation du développement durable et de l'Agenda 2030.